



En Bourgogne-Franche-Comté, l'économie présenteielle, sphère tournée vers la satisfaction des besoins des personnes résidentes ou des touristes, représente près de deux emplois sur trois en 2022. C'était moins d'un sur deux en 1990. Ce développement est étroitement lié aux dynamiques démographiques, au vieillissement de la population, et à la tertiarisation de l'économie. L'essor concerne particulièrement les territoires qui gagnent des habitants comme Dijon, Besançon ou encore la zone frontalière. Dans le même temps, le nombre d'emplois recule dans la sphère productive.

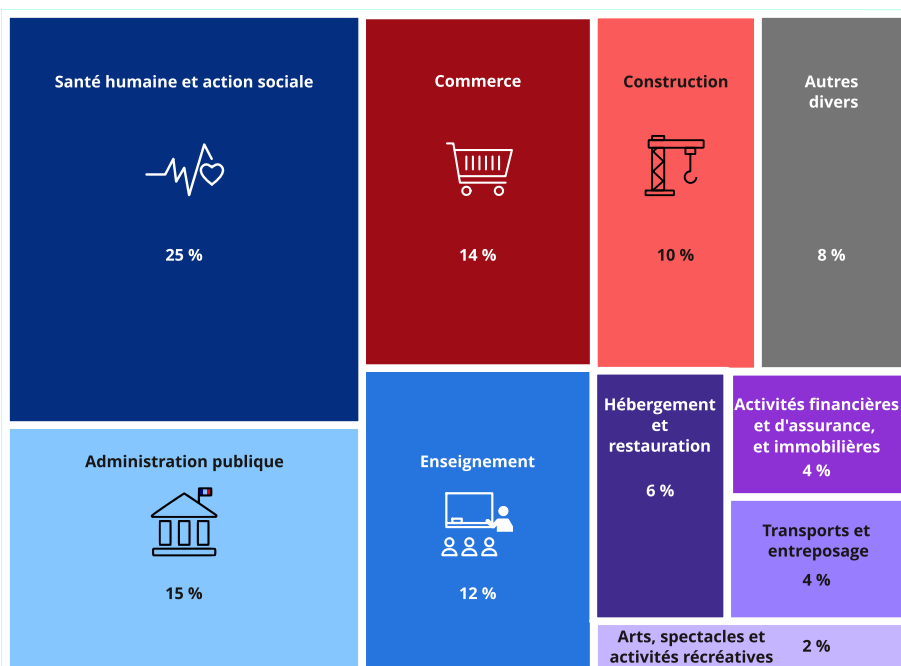
La santé et le social, premiers pourvoyeurs d'emplois présenteiels

En Bourgogne-Franche-Comté, 696 000 emplois relèvent de l'**économie présenteielle** en 2022, il s'agit d'activités destinées à répondre aux besoins quotidiens des habitants et des touristes. L'**économie productive** rassemble 397 000 emplois. Ainsi, l'emploi présenteiel occupe aujourd'hui une place majeure dans l'économie.

La santé humaine et l'action sociale en sont le premier pilier : ce secteur concentre un emploi présenteiel sur quatre, devant nettement tous les autres ► **figure 1**. Ce poids traduit la demande soutenue de soins et d'accompagnement des personnes vulnérables sur l'ensemble du territoire, portée à la fois par les avancées médicales et le vieillissement de la population régionale. L'administration publique et l'enseignement occupent

également une place importante. À eux trois, ces secteurs majoritairement publics concentrent plus de la moitié des emplois présenteiels régionaux. Enfin, avec 14 % des emplois, le commerce demeure également un acteur central de la vie économique des territoires. Cette diversité sectorielle illustre la capacité de l'économie présenteielle à répondre à l'ensemble des besoins du quotidien, des soins aux loisirs, en passant par le commerce et les services publics essentiels. Elle offre également une grande variété de métiers : aides-soignants, infirmiers, enseignants, employés de la fonction publique, ou encore assistantes maternelles.

► 1. Répartition des différentes activités de l'économie présenteielle en Bourgogne-Franche-Comté en 2022



Source : Insee, recensement de la population 2022, exploitation complémentaire.

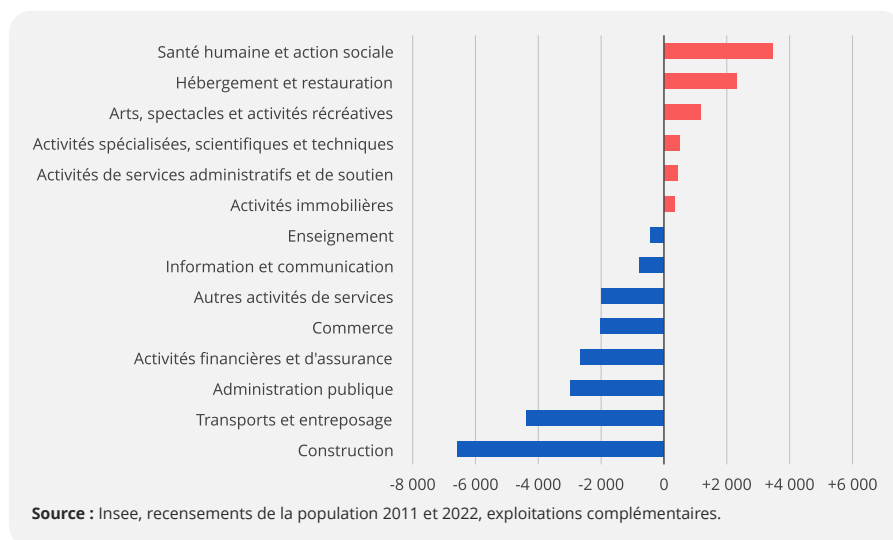
L'économie présenteielle en progression depuis 1990

Le développement économique de ces 30 dernières années a été dominé par l'expansion des activités de services et de commerce, activités essentiellement présenteielles. Entre 1990 et 2022, l'emploi présenteiel des 25-54 ans a progressé de 9 % en Bourgogne-Franche-Comté, alors que l'emploi productif a reculé de 20 % sur la même période ► **méthode**. L'économie présenteielle représente aujourd'hui près de deux emplois sur trois, contre moins d'un sur deux il y a 30 ans. Portée par la croissance démographique, la tertiarisation de l'économie, la hausse du niveau de vie et le vieillissement de la population, cette dynamique a profondément reconfiguré le tissu économique régional. Elle

s'accompagne aussi de l'émergence de nouveaux modes de consommation (comme le commerce en ligne), de nouveaux loisirs, en partie liés à la réduction du temps de travail, ainsi que du développement du tourisme et des services à la personne. Elle répond avant tout aux besoins des populations présentes et est donc étroitement liée aux trajectoires démographiques des territoires. En Bourgogne-Franche-Comté, l'emploi présentiel a relativement peu augmenté entre 1990 et 2022 contrairement à la France métropolitaine. Si en France la progression de la population a naturellement soutenu la demande de services, la croissance démographique de la région est plus modeste.

Dans quelques territoires, il a progressé plus rapidement que la population, signe d'une intensification de la consommation locale. C'est notamment le cas dans les **zones d'emploi** de Beaune, Dole et Lons-le-Saunier, où l'emploi présentiel augmente malgré une population stable. À l'inverse, celles d'Autun, de Cosne-Cours-sur-Loire et de Nevers cumulent recul démographique et fortes pertes d'emplois présentsiels.

► 2. Évolution du nombre d'emplois présentsiels entre 2011 et 2022 selon les grands secteurs d'activités en Bourgogne-Franche-Comté



L'emploi présentiel en transformation

Depuis 2011, l'emploi présentiel ne progresse plus, en lien avec la population régionale qui se stabilise. Mais il se transforme.

Les emplois dans la santé et l'action

sociale poursuivent leur progression (+3 400 emplois en 11 ans), portés par le vieillissement de la population

► figure 2.

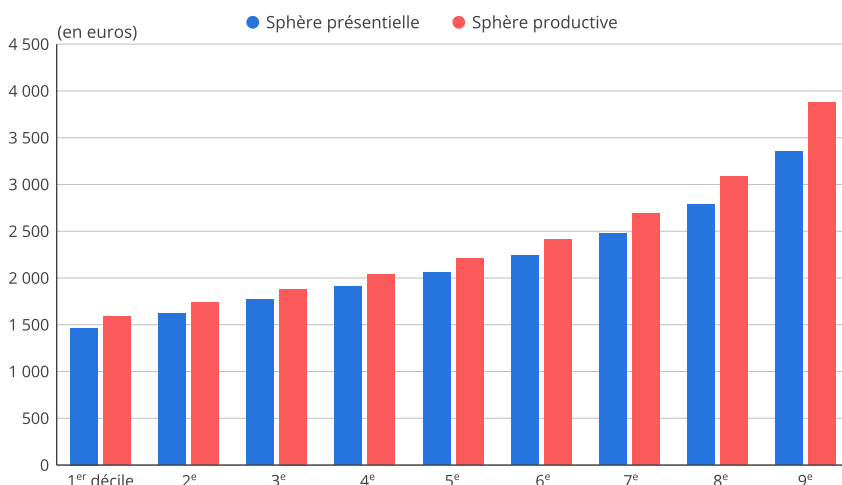
De même, l'hébergement-restauration, après le repli lié à la crise sanitaire, retrouve progressivement une dynamique favorable avec l'augmentation des flux touristiques, expliquant en partie la hausse de 2 300 emplois entre 2011 et 2022. Dans le même temps, plusieurs secteurs connaissent des réductions marquées. La construction perd 6 600 emplois, sous l'effet du ralentissement de la construction de logements neufs, de travaux de rénovation ou de travaux publics et d'infrastructures. Cette situation s'explique notamment par des facteurs démographiques et financiers, plus récemment accentués par la hausse des coûts de construction et le renchérissement du crédit immobilier. Le transport perd 4 400 emplois, dans un contexte de rationalisation des services publics de transport (réorganisation, développement de la billetterie en ligne ou par automates, etc.), de concurrence de la voiture, d'effets conjoncturels (crise sanitaire) et de développement du télétravail. L'administration (-3 000 emplois) marque le pas, en lien avec la réduction des dépenses publiques et les réorganisations administratives. Le commerce perd 2 000 emplois sous l'effet de l'essor de la vente en ligne, fragilisant les formats traditionnels, notamment dans les petites villes, alors qu'il se renforce et se concentre dans les zones urbaines. Enfin, en lien avec la baisse de la natalité et des effectifs scolaires, l'emploi dans l'enseignement diminue de 400.

► Encadré - Près de six emplois sur dix occupés par des femmes

L'économie présenteielle est nettement plus féminisée que l'économie productive : 58 % de ses emplois sont occupés par des femmes, contre 33 % dans l'économie productive. Cela s'explique par le poids des secteurs de la santé, du social et de l'enseignement, historiquement féminisés. Cette structure spécifique d'emplois s'accompagne d'un recours au temps partiel deux fois plus fréquent : 20 % des salariés travaillent à temps partiel dans l'économie présenteielle, contre 10 % dans l'économie productive. Indépendamment de cette quotité de travail, les salaires y sont aussi plus modestes. En équivalent temps plein, la moitié des salariés perçoivent moins de 2 060 € par mois, soit 150 € de moins que dans l'économie productive.

Les disparités sont encore plus marquées en haut de l'échelle des rémunérations. Les 10 % des salariés les mieux payés gagnent plus de 3 350 € contre plus de 3 880 € dans l'économie productive. Cet écart salarial s'explique en partie par la structure des catégories socioprofessionnelles, marquée par une part plus importante d'employés (36 % contre 10 % dans l'économie productive) et une moindre présence de cadres (13 % contre 15 %).

Distribution du salaire net mensuel en équivalent temps plein en 2023, selon la sphère économique



Lecture : Un salarié sur dix (1^{er} décile) de l'économie présenteielle perçoit moins de 1 470 € par mois.

Champ : Salariés du privé et du public, y compris bénéficiaires de contrats aidés et de contrats de professionnalisation ; hors apprentis, stagiaires, salariés agricoles et salariés des particuliers employeurs.

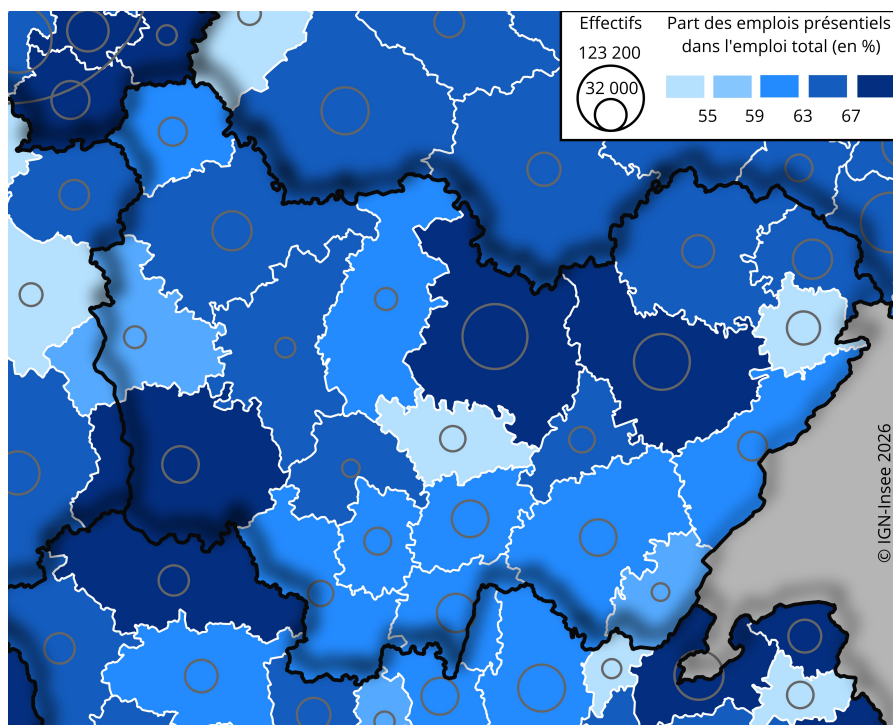
Source : Insee, Base Tous salariés 2023 (au lieu de travail).

Une économie moins sensible aux chocs exogènes

À l'échelle régionale, l'économie présente joue un rôle de stabilisateur économique, particulièrement dans les territoires qui accueillent peu de sites de production. Ses activités sont, par nature, plus difficilement délocalisables et ancrent les emplois dans les territoires, y compris les plus ruraux et périurbains. L'économie présente est avant tout une économie de petites structures : en 2024, 94 % de ses établissements emploient moins de dix salariés, une proportion nettement supérieure à celle observée dans l'économie productive (82 %). Ainsi, les éventuelles fermetures d'entreprises ont des répercussions plus limitées sur l'emploi local que dans les secteurs dominés par de grandes entreprises.

Cette présence diffuse ne signifie pas pour autant une répartition homogène. Les zones d'emploi abritant les grandes agglomérations concentrent une part importante des emplois présents : trois sur dix se situent dans celles de Dijon et Besançon, soit 215 000 emplois présents ▶ **figure 3**. Les zones urbaines offrent une clientèle suffisamment nombreuse pour assurer la viabilité économique des activités présentes. Elles regroupent notamment les pôles commerciaux, culturels, touristiques ou les grands équipements publics (administrations, hôpitaux, universités), dont le rayonnement dépasse largement les frontières locales. Ces territoires concentrent davantage l'emploi que les habitants, car une partie des actifs qui y travaillent résident dans les zones

► 3. Nombre d'emplois présents et part dans l'emploi total, par zone d'emploi en 2022



Source : Insee, recensement de la population 2022, exploitation complémentaire.

voisines. Les salaires perçus par ces actifs se diffusent ainsi en périphérie, où ils viennent soutenir la consommation et l'activité locale.

Dans certaines zones rurales, peu pourvues en emplois, les activités présentes représentent une part particulièrement importante de l'emploi total. C'est par exemple le cas dans celles d'Avallon, d'Autun et de Nevers où plus des deux tiers des emplois relèvent de l'économie présente.

Une offre d'emplois présents par habitant plus abondante dans les zones urbaines

Rapporté à la population, le nombre d'emplois présents est plus élevé dans les zones urbaines, porté par la présence de sièges administratifs et hospitaliers, ainsi qu'une offre commerciale, culturelle et touristique plus développée. En 2022, il varie de 17,1 à Saint-Claude à 30,5 à Dijon pour 100 habitants, sa moyenne est de 24,8 sur l'ensemble de la région.

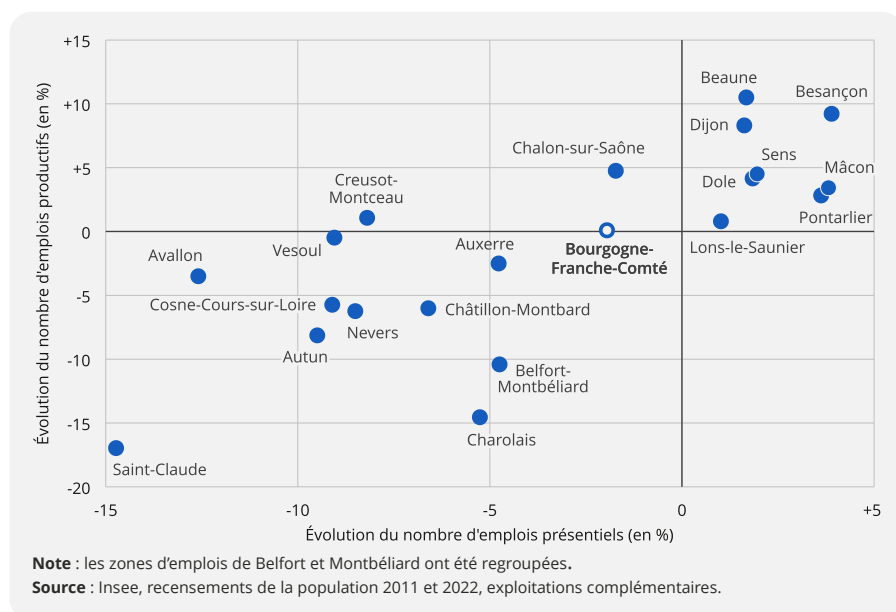
La structure de l'emploi présent diffère également selon les territoires. L'emploi public domine nettement dans les zones de Besançon et Belfort où il représente 57 % des effectifs présents. À l'inverse, il est moins présent dans les zones rurales et périurbaines, notamment dans les zones d'emploi de Beaune et de Pontarlier (respectivement 44 % et 45 %), où les activités sont davantage orientées vers le commerce et les services de proximité.

Les zones d'emploi de Pontarlier et de Beaune : dynamisme transfrontalier et résidentiel

Dans 8 des 21 zones d'emploi de la région, l'emploi total a progressé entre 2011 et 2022, porté à la fois par l'économie présente et l'économie productive ▶ **figure 4**.

Les zones de Pontarlier et de Beaune attirent des populations ou des consommateurs qui permettent le

► 4. Évolution du nombre d'emplois présents et productifs entre 2011 et 2022 par zone d'emploi en Bourgogne-Franche-Comté



développement d'activités présentes. À Pontarlier, la progression démographique est soutenue et nettement supérieure à la hausse de l'emploi présentiel. Les commerces représentent près de 20 % de ces emplois. En effet, ce territoire attire des frontaliers et bénéficie de leurs revenus élevés, renforçant le pouvoir d'achat local. L'activité commerciale profite également d'une clientèle aisée venue de Suisse.

La zone d'emploi de Beaune présente un profil différent. Malgré le recul de sa population, l'emploi présentiel progresse légèrement, grâce aux commerces répondant aux besoins des touristes et à l'administration publique.

La dynamique démographique : un levier de développement pour l'économie présente

L'emploi présentiel a également augmenté dans les zones de Dijon, Besançon, Mâcon et Sens, en lien avec la croissance de leur population. Celle de Dijon profite de son pôle hospitalier d'envergure et de son attractivité touristique qui font progresser l'emploi présentiel.

Besançon présente un profil comparable, avec un emploi présentiel qui augmente au même rythme que sa population. Les effectifs relevant de la santé, de l'enseignement et de l'hébergement-restauration ont fortement augmenté ces dix dernières années.

La dynamique démographique dans les zones de Sens et de Mâcon explique également la hausse des emplois dans l'économie présente, notamment dans les secteurs de la santé et du commerce. Ces zones, situées aux franges de la région, profitent des desserements francilien et lyonnais.

Des territoires fragilisés par la désindustrialisation et le recul démographique

À l'opposé des zones en croissance, d'autres connaissent des trajectoires défavorables. Entre désindustrialisation et enclavement, l'emploi présentiel y diminue.

Longtemps structurée autour de l'industrie automobile, la zone de Montbéliard enregistre un recul de l'ensemble de ses emplois, qu'ils soient productifs ou présents. Tous les

secteurs sont touchés par cette baisse, notamment la santé avec le transfert de l'hôpital en 2017 à Trévenans, dans la zone d'emploi de Belfort. Dans cette dernière, la baisse de l'emploi présentiel est ainsi atténuée, malgré un recul de la population.

Les zones d'Autun, d'Avallon, de Cosne-Cours-sur-Loire et de Saint-Claude, cumulent les difficultés : la population, l'emploi présentiel et l'emploi productif reculent simultanément. Les baisses sont marquées à Saint-Claude et à Avallon, où la population est également en repli. Dans ces territoires, le nombre d'emplois présents est plus faible. À l'exception de Saint-Claude, les revenus des habitants y sont moins élevés, pouvant limiter la demande locale et ainsi la rendre insuffisante pour maintenir une offre de services. ●

Marie Léger, Salima Tahiri (Insee)

Retrouvez davantage de données associées à cette publication sur www.insee.fr

► Source

L'étude repose sur les données des exploitations complémentaires du recensement de la population de 1990 à 2022 (exploitation principale pour les évolutions de population).

► Méthode

L'emploi est considéré au lieu de travail. Les résultats peuvent différer de ceux fournis par les sources administratives issues des déclarations sociales des employeurs, du fait de différences de méthode, de concepts et de champ.

L'évolution de l'emploi entre 1990 et 2022 a été mesurée sur la tranche des 25-54 ans, tranche sur laquelle la mesure de l'activité est la plus stable dans le temps.

► Définitions

L'**économie présente** correspond aux activités mises en œuvre localement pour la production de biens et de services visant la satisfaction des besoins des personnes présentes dans la zone, qu'elles soient résidentes ou touristes.

L'**économie productive** est déterminée par différence. Elle regroupe les activités qui produisent des biens majoritairement consommés hors de la zone et des activités de services tournées principalement vers les entreprises de cette sphère.

Une **zone d'emploi** est un espace géographique à l'intérieur duquel la plupart des actifs résident et travaillent, et dans lequel les établissements peuvent trouver l'essentiel de la main d'œuvre nécessaire pour occuper les emplois offerts.

► Pour en savoir plus

- Desnoyers C., Mathias J., Hmamda N., « [Activités présentes dans l'Arc jurassien](#) », *Insee Dossier Bourgogne-Franche-Comté* n° 9, juin 2023.
- Andrieu H., Leseur B., « [21 zones d'emploi 2020 en Bourgogne-Franche-Comté, à l'économie spécialisée, diversifiée ou à dominante résidentielle](#) », *Insee Analyses Bourgogne-Franche-Comté* n° 74, septembre 2020.
- Fiche « [Zones emploi](#) », in *La France et ses territoires*, coll. « Insee Référence », édition 2021.

